



État de Palestine : reconnaissance sous condition

Description

Ces dernières semaines, les déclarations d'intentions se multiplient, plusieurs pays se déclarant prêts à reconnaître l'État de Palestine, souvent sous conditions et sans topographie précise. L'agence Média Palestine vous propose de récapituler les dernières déclarations et leurs enjeux.

Par JB pour l'Agence Média Palestine, le 31 juillet 2025



À l'heure actuelle, l'état de Palestine est reconnu (ou en passe de l'être) comme une nation souveraine par 147 des 193 États membres de l'ONU, soit environ 75 % de la communauté internationale.

Depuis le début du génocide perpétré par Israël à Gaza, dix pays à savoir le Mexique, l'Arménie, la Slovaquie, l'Irlande, la Norvège, l'Espagne, les Bahamas, Trinité-et-Tobago, la Jamaïque et la Barbade ont officiellement reconnu l'état de Palestine, reflétant ainsi le soutien croissant de la communauté internationale. La France, le Royaume-Uni et le Canada pourraient le reconnaître à la prochaine assemblée des Nations Unies en septembre.

Selon les expert-es, cette reconnaissance pourrait avoir un effet pratique limité, mais sur le plan diplomatique, elle pourrait être importante et potentiellement pousser les  tats-Unis, l un des principaux soutiens d Isra l,   reconsidérer leur position.

Ces déclarations sont cependant souvent posées accompagnées de conditions, sans préciser   quel territoire elles correspondent, et chacune de ces déclarations pose Israël en allié et acteur d un processus de paix, quand Israël perpétue depuis 21 mois un [génocide](#)   Gaza. L Agence Média Palestine propose aujourd hui un retour sur les dernières déclarations, leurs motivations et conditions.

La France, pour   état de Palestine viable acceptant sa démilitarisation et reconnaissant pleinement Israël  

Emmanuel Macron a déclaré sur les réseaux sociaux son intention de reconnaitre solennellement l  tat palestinien lors de la prochaine assemblé des Nations Unies en septembre prochain.

Si cette déclaration fait de la France le premier pays du G7   reconnaitre la Palestine, elle s accompagne de conditions : la libération des otages du Hamas, sa   démilitarisation  , sa   non-participation     la gouvernance de cet état, et la reconnaissance par le futur état palestinien d Isra l et de   son droit   vivre en sécurité   sont les principales conditions exposées par Macron dans une lettre adressée   Mahmoud Abbas.

En réponse   cette lettre, le vice-président de l Autorit  palestinienne, Hussein Al Sheikh, a déclaré le X que la décision de Macron reflétait   l engagement de la France envers le droit international et son soutien aux droits du peuple palestinien   l autod termination et   la création de notre état indépendant  .

La gauche française a répondu a cette annonce en questionnant son agenda, appelant   une reconnaissance imm diata, mais surtout   ce qu elle s accompagne de sanctions contre Israël et   un embargo militaire afin de faire cesser le génocide   Gaza. De nombreuses critiques ont aussi fait valoir que les conditions apposées   la reconnaissance de l  tat palestinien contreviennent aux droits des peuples   disposer d eux-mêmes.

La Grande-Bretagne, sans engagement, pour   faire pression   sur Israël

Le Premier ministre britannique Keir Starmer a annoncé mardi que son pays reconnaîtrait l  tat palestinien d ici septembre,   moins qu Isra l ne prenne des   mesures substantielles   pour mettre fin   sa guerre contre Gaza et s engager dans un véritable processus de paix. Si cette annonce peut sembler vague, elle n en est pas moins un changement majeur dans la politique britannique, et que le ministre britannique des Affaires  trang res David Lammy indique prendre   avec le poids de l histoire sur les épaules  , compte tenu du rôle central joué par la Grande-Bretagne dans la création d Isra l   travers la déclaration Balfour de 1917.

La Grande-Bretagne indique faire ce choix en raison de la situation   Gaza, qu elle qualifie d intol rable, et du fait que cette situation éloigne, selon elle, une possible solution   deux  tats.   Nous sommes déterminés   reconnaître l  tat palestinien afin de contribuer   la relance du processus de paix qui aboutira   une solution   deux  tats, avec un Israël sûr et

s'écouris aux côtés d'un État palestinien viable et souverain », déclara un communiqué ministériel.

Le Premier ministre britannique a annoncé une série de conditions, autant envers Israël « il souhaitait empêcher la reconnaissance que du Hamas s'il souhaitait la voir advenir. Un cessez-le-feu, l'aide humanitaire, l'engagement dans un processus de paix durable et la non-annexion de la Cisjordanie d'une part, la libération des prisonniers, la signature d'un cessez-le-feu, le désarmement et l'engagement politique du gouvernement de Gaza de l'autre.

Le gouvernement britannique subit lui-même une pression considérable de l'opinion publique et de son propre parlement : 221 députés de neuf partis politiques ont signé une lettre adressée à Starmer et au ministre des Affaires étrangères David Lammy, les exhortant à reconnaître l'État palestinien. Ce nombre est depuis passé à 255.

Le Canada, pour « préserver la solution à deux États »

« Le Canada a l'intention de reconnaître l'État de Palestine lors de la 80e session de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2025 », a déclaré le Premier ministre canadien Mark Carney mercredi.

L'année dernière, le Canada a annoncé cesser de délivrer de nouveaux permis d'exportation d'armes vers Israël en raison de préoccupations liées aux violations des droits de l'homme. Au début de la semaine pourtant, plusieurs groupes de défense des droits humains ont publié un rapport basé sur les registres fiscaux israéliens, révélant de nouveaux détails indiquant que des armes continuaient d'être envoyées à Israël, et accusant le gouvernement canadien d'avoir construit un « réseau de mensonges ».

M. Carney a déclaré que cette reconnaissance était subordonnée aux promesses de réforme de l'Autorité palestinienne et du président Mahmoud Abbas, ainsi qu'à l'engagement d'organiser des élections générales en 2026. Il a souligné que le Hamas ne pouvait jouer aucun rôle dans l'avenir de la Palestine et ne serait pas autorisé à participer aux futures élections, une condition qui, selon certains, pourrait entacher tout processus démocratique.

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a salué cette annonce comme une décision « historique », tandis que la France a déclaré que les deux pays travailleraient ensemble « pour relancer la perspective de la paix dans la région ».

Des questions techniques qui restent sous silence

La plupart de ces déclarations, si elles ont provoqué la colère d'Israël, ne sont pas ouvertement en opposition avec lui, et affirment même agir dans son intérêt. M. Carney d'ailleurs présentait sa décision comme visant à préserver l'avenir d'Israël : « toute voie vers une paix durable pour Israël passe également par un État palestinien viable et stable, qui reconnaisse le droit inaliénable d'Israël à la sécurité et à la paix », a déclaré M. Carney.

Au-delà des conditions posées par les pays, un obstacle majeur subsiste à la création d'un futur État palestinien : Israël occupe actuellement le territoire palestinien, y compris Jérusalem-Est, longtemps considérée comme la capitale du futur État palestinien.

Le gouvernement israélien supervise, depuis le début de son génocide à Gaza et bien avant cela, une expansion majeure des colonies israéliennes, illégales au regard du droit international, dans toute la Cisjordanie occupée, dans ce que les observateurs des droits humains ont qualifié d'annexion effective. La semaine passée, le [Parlement israélien a approuvé](#) une mesure d'claratoire appelant explicitement à l'annexion du territoire, initialement conquis lors de la guerre de 1967 contre l'Égypte, la Jordanie et la Syrie.

Lorsque les dirigeants occidentaux parlent de reconnaître l'État palestinien, à est-ce qu'on parle d'un État occupant 10 % de la Cisjordanie ? Ou agit-il d'un État sur tous les territoires occupés en 1967, y compris Jérusalem-Est, la Cisjordanie et Gaza, en tant que territoires souverains contigus ? », s'interrogeait Bishara, analyste politique d'Al Jazeera la semaine dernière.

Sans une opposition frontale à Israël, et l'application de sanctions, la reconnaissance de l'État de Palestine pourrait en effet avoir très peu d'effet pratique. « Nous avons besoin de voir des mesures concrètes, et pas seulement de beaux discours, car ils ne sont pas en position de parler de paix et de justice alors qu'ils sont complices d'un génocide », conclut Bishara.

date créée
2025/07/31